

## 6 Société et Culture

## Front social/Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG)

## La production en eau et électricité en diminution pendant les négociations ?

R.H.A

Libreville/Gabon

**ENTAMÉE** hier matin, la grève des agents de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a été suspendue une fois de plus pour permettre la poursuite des négociations, qui n'ont pas abouti durant le week-end. D'après la présidente du Syntee+, Sandrine Ogoula, les trois parties, à savoir la direction générale, le syndicat et l'inspection du travail se sont retrouvées à la mi-journée pour la signature du procès-verbal de non-conciliation.

« On s'est donné un jour de plus pour pouvoir négocier à nouveau. Demain (aujourd'hui), on va se retrouver encore pour se donner

une chance. Si, après cette journée, ça ne va pas, on passe à l'étape de la médiation », a confié à l'Union Mme Ogoula, hier après-midi.

Suspendue jeudi dernier après avoir débuté en matinée, cette grogne des agents a déjà mis les clients de la SEEG en alerte. Bien qu'un service minimum soit prévu, les agents en grève annoncent que la production en eau et électricité sur l'étendue de territoire ne sera effective que de 07h30 à 20h. « La grève est un droit, si nos amis de la production sont avec nous, ils vont stopper la production à cette heure. Si entre 20 h et 07h 30, il y a un accident ou une interruption, personne ne pourra intervenir. Aucun dépannage ne peut se faire dans cette tranche horaire », explique le SG du Syntee+,



Photo : Rudy Hombenet

Des agents de la SEEG devant le siège de la société, hier matin.

Jérôme Mvone Nguéma. Dans un communiqué de presse dont l'Union a obtenu copie, la direction générale de l'entreprise a

rassuré sa clientèle quant à la fourniture d'eau et d'électricité. « Les clients peuvent acheter leurs unités Edan auprès des reven-

deurs habituels, et procéder au règlement de leurs factures par les moyens électroniques usuels », peut-on lire dans ce document.

Ce mouvement d'humeur est causé par un ensemble de points contenus dans le cahier de revendications des agents. Parmi ceux-ci, le paiement, avec effet rétroactif, de la 3e tranche de la prime de logement, la prime d'eau et d'électricité du bonus des agents allant et partis en retraite. Un point sur lequel les négociations sont bloquées depuis jeudi dernier.

Ensuite, l'application sans restriction des données issues des évaluations des agents, l'externalisation du centre d'appels, les allocations et autres prestations de la CNSS, la gestion discriminatoire des agents, l'application des recommandations de l'audit interne de la division bâtiments et services généraux et l'audit sur la géolocalisation.

## Mission d'appui de la Banque mondiale à la réforme de la Fonction publique

## " Nous voulons d'une ressource humaine capable d'égaliser celle du secteur privé "

Prissilia.M.MOUIY

Libreville/Gabon

**Le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga a procédé, hier, à Libreville, au lancement des activités d'un groupe de travail réunissant les directeurs centraux des ressources humaines des différents départements ministériels. Ce, dans le prolongement des travaux entamés sur la mise en place d'un système intégré d'information en gestion des ressources humaines.**

LES questions d'optimisation des services publics étaient, hier, au centre des échanges entre Jean-Marie

Ogandaga, ministre de la Fonction publique, de la Modernisation du service public, chargé de la Réforme de l'État, et des experts de la Banque mondiale (BM). Cette rencontre entre dans le cadre des réformes de l'administration publique gabonaise engagées par le gouvernement gabonais. C'est, en fait, le prolongement des travaux entamés il y a un peu plus de deux mois sur la mise en place d'un système intégré d'information en gestion des ressources humaines.

Les directeurs centraux des ressources humaines de tous les départements ministériels prennent également part à ces travaux qui vont durer cinq jours. «Après la phase de cadrage, nous poursuivons ce matin



Photo : SNN

Jean-Marie Ogandaga, ministre de la Fonction publique, de la Modernisation du service public, chargé de la Réforme de l'Etat. Photo de droite : Les Directeurs centraux des ressources humaines de l'administration publique autour du ministre Ogandaga.

avec tous les départements ministériels sur la définition du cahier de charges. La Banque mondiale nous accompagne, mais le travail est fait par une équipe de techniciens des différents ministères de la Fonction



Photo : SNN

publique. Nous voulons une administration cohérente qui soutient le développement de notre pays. Nous voulons une ressource humaine capable d'égaliser celle du secteur privé. Et cette mission va permettre

de dynamiser nos services», a fait savoir Jean-Marie Ogandaga, qui présidait cette rencontre. Parce que la modernisation de la Fonction publique fait désormais partie des prérogatives du

gouvernement gabonais, ces travaux vont non seulement permettre l'harmonisation des informations, mais aussi le statut de l'agent public. « Nous avons nous-mêmes disloqué notre Fonction publique. Nous avons un seul statut général. Nous ne prétendons pas gérer tout le monde, mais ce qui serait important c'est la mise en place d'une base de données unique. Lorsqu'il s'est agi de la mise en place du nouveau système de rémunération, nous avons pris en compte tous les agents de l'État confondus (civil, magistrats...). A partir de ce moment, il n'y a pas de raison qu'en matière de gestion administrative, nous continuions à avoir chacun sa base de données », a-t-il poursuivi.

## Sécurité sociale/ Négociations tripartites sur la branche vieillesse au Gabon

## Les travaux se poursuivent

SNN

Libreville/Gabon

LES négociations tripartites (État, patronat-syndicat) pour l'harmonisation des points de vue sur le calcul des paramètres de la pension-retraite se poursuivent à la Chambre de commerce de Libreville. Hier, le ministre d'Etat en charge de la Protection sociale, Paul Biyoghé Mba, est allé s'enquérir de l'état d'avancement des ces travaux commencés le 30 octobre dernier. Les différentes parties pre-

nantes ont saisi l'occasion de la présence du membre du gouvernement pour présenter de manière succincte leurs appréciations sur les discussions menées jusque-là par les partenaires sociaux.

Toujours est-il que, près d'une semaine après, de manière générale, les travaux sont donnés en bonne voie. Paul Biyoghé Mba a ainsi reconnu la qualité du travail fourni par les différentes parties. « C'est une matière extrêmement difficile. Il s'agit de fixer les taux, voir combien on va payer pour les pensions de retraite. Mais c'est utile parce que la retraite est une



Photo : JOE MANIANGA

Le ministre d'Etat en charge de la Protection sociale, Paul Biyoghé Mba, est allé s'enquérir de l'avancement des négociations sur la retraite. Photo de droite : Membres du patronat, syndicalistes lors des négociations sur la retraite.

donnée importante dans la vie de toute personne qui travaille.»



Photo : SNN

Au regard des propositions déjà enregistrées, le ministre d'Etat s'est voulu rassu-

rant quant à l'aboutissement heureux des négociations. « Je suis plutôt

confiant qu'on aboutira très certainement, vendredi prochain, à des positions consensuelles et durables », a-t-il confié.

Cependant, l'optimisme du membre du gouvernement est quelque peu atténué par les syndicalistes, qui notent comme un frein à la poursuite des travaux. « Le patronat n'a pas encore déposé ses propositions. Nous pensons que c'est un cadre de tripartisme. Une fois le patronat aura versé ses contributions, la discussion vive va devoir commencer », a indiqué le vice-président, représentant les travailleurs, Joël Ondo Ella.